

Anne-Cécile ROBERT,
Romuald SCIORA
*Qui veut la mort de l'ONU? Du Rwanda à
la Syrie, histoire d'un sabotage*
(Eyrolles, 2019, 192 p., 16 €)



192

Dans cet excellent petit livre, Anne-Cécile Robert, journaliste au *Monde diplomatique*, et Romuald Sciora, réalisateur et essayiste franco-américain, retracent l'histoire de l'ONU et font la liste de ses faiblesses, proposant des pistes et solutions pour la revitaliser et la rendre plus efficace.

Ils soulignent les succès de l'ONU, comme la décolonisation et le démantèlement de l'apartheid. À l'inverse, parmi ses faiblesses, ils énumèrent la diminution de ses moyens financiers, notamment du fait du récent retrait des États-Unis de plusieurs de ses instances (Unesco, Conseil des droits de l'homme notamment), et le recours illégal à la force de certains États sans passer par l'ONU, qui se voit court-circuitée

(comme cela a été le cas en 2003 avec la guerre des États-Unis en Irak, ou en 2018 avec l'intervention des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni en Syrie). Aujourd'hui, constatent-ils, le multilatéralisme est contesté, notamment par les États-Unis qui, sous Trump, s'affirment unilatéralistes, comme l'illustre leur décision de transférer illégalement leur ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

Les deux auteurs retracent l'histoire du multilatéralisme, de la Société des Nations, créée en 1919, et ses efforts pour le désarmement, avec la conférence du désarmement convoquée en 1932, jusqu'à la Charte de San Francisco créant l'ONU en 1945. Puis ils présentent un historique clair et synthétique de l'action de

l'ONU, n'hésitant pas à montrer ses échecs et ses points noirs, comme l'intrusion du maccarthysme dans les années 1950, et la paralysie du Conseil de sécurité pendant la guerre froide, l'URSS utilisant son veto 79 fois en dix ans !

Ils rappellent la création des casques bleus, mis sur pied en 1948 lors de l'envoi d'observateurs en Palestine, puis surtout en 1956, lors de la première opération d'envergure des casques bleus à l'occasion de la crise de Suez (c'est la Force d'urgence des Nations unies ou FUNU, composée alors de 6 000 hommes de dix pays).

Évoquant la mort tragique du fameux secrétaire général Dag Hammarskjöld en septembre 1961, les auteurs précisent que des documents publiés par la Commission Vérité et Réconciliation en 1998 semblent suggérer que le dirigeant onusien aurait été victime d'un attentat.

Concernant son successeur U. Thant, ils montrent qu'il a lancé des initiatives novatrices, comme l'ébauche de ce qui sera en 1972 le premier sommet de la Terre, qui a mené à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUD). En revanche, Kurt Waldheim, secrétaire général après lui, a

quelque peu terni l'image de l'ONU, car il a été révélé ensuite qu'il avait été nazi dans le passé.

L'ONU a agi en faveur des Palestiniens, avec une résolution de l'Assemblée générale, en 1974, sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à l'indépendance. D'ailleurs, depuis 2011, l'Unesco a admis la Palestine comme État membre.

Les auteurs mettent en avant certains succès de l'ONU, peu connus, comme celui au Salvador : l'ONU a aidé vers la fin des années 1980 ce petit pays d'Amérique centrale à retrouver la paix après une sanglante guerre civile depuis 1980, qui fit 100 000 morts. Grâce à l'ONU, un accord de paix a été signé en 1991. C'est aussi en Namibie que l'ONU a agi efficacement, aidant à l'organisation d'élections libres au moment de l'indépendance en 1990. Au Cambodge aussi, l'ONU a permis un retour à la paix et à la démocratie en 1992.

Boutros-Ghali a réformé utilement l'ONU, en créant en 1992 le département des Opérations de maintien de la paix. Malgré ces efforts, dans ces années 1990, l'ONU a rencontré des échecs, comme en Somalie, et au Rwanda, où elle est restée passive devant le génocide de 1994-1995.

Les auteurs montrent comment les États-Unis ont évincé Boutros Ghali, l'empêchant d'être réélu pour un second mandat en 1996, car ils lui en voulaient notamment d'avoir en 1993 convoqué la conférence de Vienne sur les droits de l'homme sans avoir consulté le Conseil de sécurité.

Le 11 septembre 2001 a constitué un tournant pour l'ONU. Les États-Unis sont redevenus unilatéralistes, décidant seuls d'entrer en guerre en Afghanistan, puis en Irak. En 2003, l'ONU a vécu son « 11 septembre », l'envoyé de l'ONU en Irak, le Brésilien Sergio Vieira de Mello, étant tragiquement tué dans un attentat à Bagdad.

En 2005, par une résolution adoptée par l'Assemblée générale, l'ONU a acté le principe de la « responsabilité de protéger », principe controversé, car, comme l'analysent les auteurs, il « réhabilite l'ingérence, prétexte historique de l'impérialisme des grandes puissances » (p. 95). « La responsabilité de protéger ouvre une faille imprévue et dangereuse dans l'interdiction de recours à la force » (p. 96). Et « son application constitue une révision rampante de la Charte de l'ONU » (p. 97).

Contre le terrorisme, l'ONU a organisé en décembre 2005 un

sommet destiné à condamner le terrorisme sous toutes ses formes, ce qui a abouti en 2006 à l'adoption à l'unanimité d'une stratégie antiterroriste mondiale.

Parmi les faiblesses actuelles de l'ONU, les auteurs citent sa marginalisation au profit des « G » (G7, G8, G20), le pouvoir des institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, OMC), qui n'ont pas les mêmes valeurs humanistes que l'ONU, une certaine dévitalisation ainsi que plusieurs scandales (le scandale du programme « Pétrole contre nourriture », et les abus sexuels commis par des casques bleus).

Pourtant, les auteurs soulignent aussi les réalisations de poids et de valeur de l'ONU : près de 70 opérations de maintien de la paix dans le monde depuis 1948, 4 800 projets de développement en cours sous l'égide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 60 millions de réfugiés pris en charge par le Haut-Commissariat aux réfugiés, etc. Ils montrent aussi que l'ONU constitue un forum irremplaçable, où de grands hommes ont fait des discours marquants, comme Salvador Allende en 1972 ou Yasser Arafat en 1974. L'ONU est aussi une tribune pour les associations et ONG.

Pour finir, les auteurs préconisent 6 réformes clés à accomplir pour sauver l'ONU de l'enlisement : rendre le Conseil de sécurité plus représentatif, en élargissant sa composition à des pays émergents, consolider le rôle du secrétaire général, donner plus d'autonomie et de puissance au financement de l'ONU, pour éviter que l'institution ne soit obligée de recourir à des partenariats public-privé qui affaiblissent son indépendance, rétablir l'équilibre entre l'ONU et les institutions financières, renforcer sa capacité militaire, en incitant les États à mettre à disposition de l'ONU des contingents militaires disponibles en permanence, mettre sur pied une meilleure stratégie de communication (l'ONU étant trop peu médiatisée). Toutefois, les auteurs estiment que l'ONU ne doit pas s'ingérer militaire-

ment dans les affaires des États, ce qu'elle a fait pourtant au Kosovo et en Libye et ce qui leur paraît une dangereuse dérive.

Enfin, pour répondre à la question du titre du livre, les auteurs analysent que ceux qui veulent la mort de l'ONU sont essentiellement l'extrême droite américaine et plus largement tous les néoconservateurs ainsi que certains dirigeants médiocres dans des démocraties moribondes, notamment en Europe. Les auteurs, avec ce livre clair et dynamique, montrent à la fois les points de faiblesse et les points forts de l'ONU, et on en ressort avec la conviction qu'il faut soutenir l'ONU et l'aider à se réaffirmer et à jouer son rôle indispensable de régulateur et de pièce maîtresse du multilatéralisme dans le monde.

CHLOÉ MAUREL